

AIDOMI

Siège social : 22 rue du professeur Lannelongue
33300 BORDEAUX

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos au 31/12/2023

Aux membres de l'association AIDOMI,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AIDOMI relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Le tableau « fonds dédiés » de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives au traitement des subventions d'exploitation et des fonds dédiés. Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre association, nous avons contrôlé la conformité des options prises, la cohérence des hypothèses retenues, revu les calculs effectués et nous nous sommes assurés qu'une information appropriée était donnée en annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration, dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

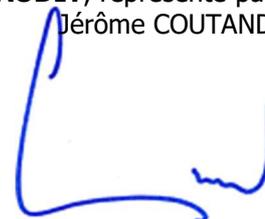
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative

provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Mérignac, le 5 juin 2024

Le commissaire aux comptes
@COM AUDIT, représenté par
Jérôme COUTAND



BILAN (Edition définitive)

AIDOMI

AIDOMI23

Période du : 01/01/2023 Au : 31/12/2023

Ecritures saisies
 Ecritures validées Ecritures extra-comptables

PARAMETRAGE : Aidomi

ACTIF

| | Exercice N | | | Exercice N-1 | Ecart N-(N-1) | % |
|---|--------------|------------|------------|--------------|---------------|--------|
| | Brut | Amortiss. | Net | Net | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | | | |
| Frais d'établissement | 14 000,00 | | 14 000,00 | 14 000,00 | | |
| Frais de recherches et de développement | | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| Concessions, droits... | 51 540,02 | 49 909,35 | 1 630,67 | 2 344,67 | -714,00 | -30 % |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | | | |
| Terrains | | | | | | |
| Constructions | 1 266 350,19 | 536 867,75 | 729 482,44 | 794 503,97 | -65 021,53 | -8 % |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 24 038,64 | 21 175,80 | 2 862,84 | 4 953,48 | -2 090,64 | -42 % |
| Autres immobilisations corporelles | 398 178,72 | 348 792,48 | 49 386,24 | 85 992,57 | -36 606,33 | -43 % |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| Biens reçus par legs ou donations destinées à être cédés | | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | | |
| Participations et créances rattachées | 141 186,75 | | 141 186,75 | 40 780,75 | 100 406,00 | 246 % |
| Autres titres immobilisés | | | | | | |
| Prêts | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 26 103,58 | | 26 103,58 | 29 302,53 | -3 198,95 | -11 % |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I) | 1 921 397,90 | 956 745,38 | 964 652,52 | 971 877,97 | -7 225,45 | -1 % |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | | |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | | | |
| AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES | 5 788,40 | | 5 788,40 | 2 029,90 | 3 758,50 | 185 % |
| CREANCES | | | | | | |
| Créances Mandataires | -767,82 | | -767,82 | 19 620,13 | -20 387,95 | -104 % |
| Créances Prestataires | 161 548,40 | | 161 548,40 | 170 765,12 | -9 216,72 | -5 % |
| Créances Caisses & Mutuelles | 9 827,70 | | 9 827,70 | 14 287,19 | -4 459,49 | -31 % |
| Créances Conseils Départementaux | 103 576,44 | | 103 576,44 | | 103 576,44 | 100 % |
| Provision pour dépréciation des comptes clients | | 70 837,82 | -70 837,82 | -76 245,17 | 5 407,35 | 7 % |
| Autres comptes rattachés | 88 201,61 | | 88 201,61 | 106 181,50 | -17 979,89 | -17 % |
| AUTRES CREANCES | | | | | | |
| Personnel | 9 918,88 | | 9 918,88 | 21 535,89 | -11 617,01 | -54 % |
| Organismes sociaux | | | | | | |
| Autres | 226 518,33 | 3 088,26 | 223 430,07 | 292 260,60 | -68 830,53 | -24 % |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | | | |
| TRESORERIE | | | | | | |

ACTIF

| | Exercice N | | | Exercice N-1 | Ecart N-(N-1) | % |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|-------|
| | Brut | Amortiss. | Net | Net | | |
| Valeurs mobilières de placement | 27 161,16 | | 27 161,16 | 26 174,46 | 986,70 | 4 % |
| Disponibilités | 2 951 160,89 | | 2 951 160,89 | 2 717 737,90 | 233 422,99 | 9 % |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | 12 664,51 | | 12 664,51 | 75 369,80 | -62 705,29 | -83 % |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (II) | 3 595 598,50 | 73 926,08 | 3 521 672,42 | 3 369 717,32 | 151 955,10 | 5 % |
| | | | | | | |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | | | |
| | | | | | | |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | | | |
| Ecart de conversion (actif) (V) | | | | | | |
| TOTAL GENERAL (I A V) | 5 516 996,40 | 1 030 671,46 | 4 486 324,94 | 4 341 595,29 | 144 729,65 | 3 % |

BILAN (Edition définitive)

AIDOMI

AIDOMI23

Période du : 01/01/2023 Au : 31/12/2023

Ecritures saisies
 Ecritures validées Ecritures extra-comptables

PARAMETRAGE : Aidomi

PASSIF

| | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N-(N-1) | % |
|---|--------------|---------------|---------------|-------|
| FONDS PROPRES | | | | |
| FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE | | | | |
| Fonds propres statutaires | | | | |
| Fonds propres complémentaires | 6 197,05 | 6 197,05 | | |
| FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE | | | | |
| Fonds propres statutaires | | | | |
| Fonds propres complémentaires | | | | |
| ECARTS DE REEVALUATION | | | | |
| RESERVES | | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| Réserves pour projet de l'entité | | | | |
| Autres réserves | 1 006 600,59 | 805 956,83 | 200 643,76 | 25 % |
| REPORT A NOUVEAU | -715 548,61 | -1 390 142,22 | 674 593,61 | 49 % |
| EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE | 555 399,51 | 875 237,49 | -319 837,98 | -37 % |
| Situation nette (sous-total) | 852 648,54 | 297 249,15 | 555 399,39 | 187 % |
| FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES | | | | |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | | | | |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | 435 580,21 | 435 084,09 | 496,12 | |
| TOTAL (I) | 1 288 228,75 | 732 333,24 | 555 895,51 | 76 % |
| FONDS REPORTEES ET DEDIES | | | | |
| FONDS REPORTEES LIES AUX LEGS OU DONATIONS | | | | |
| FONDS DEDIES | 136 435,48 | 300 094,90 | -163 659,42 | -55 % |
| TOTAL (II) | 136 435,48 | 300 094,90 | -163 659,42 | -55 % |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | |
| PROVISIONS POURS RISQUES | 50 173,00 | 40 173,00 | 10 000,00 | 25 % |
| PROVISIONS POUR CHARGES | | | | |
| TOTAL (III) | 50 173,00 | 40 173,00 | 10 000,00 | 25 % |
| LIAISON | | | | |
| COMPTES DE LIAISON | | | | |
| TOTAL (IV) | | | | |
| DETTES | | | | |
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES | | | | |
| EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS | 627 822,80 | 694 698,83 | -66 876,03 | -10 % |
| AVANCES ET ACOMPTE RECUS | | | | |
| Clients - Conseil départemental | 60 348,30 | 221 012,96 | -160 664,66 | -73 % |

PASSIF

| | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N-(N-1) | % |
|---|--------------|--------------|---------------|-------|
| Autres avances et acomptes | 9 430,24 | 19 811,83 | -10 381,59 | -52 % |
| DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | | | | |
| Fournisseurs | 85 258,77 | 117 531,28 | -32 272,51 | -27 % |
| Autres comptes rattachés | 29 170,00 | 21 367,42 | 7 802,58 | 37 % |
| DETTES DES LEGS OU DONATIONS | | | | |
| DETTES FISCALES ET SOCIALES | 2 181 985,53 | 2 132 094,04 | 49 891,49 | 2 % |
| DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES | | | | |
| AUTRES DETTES | 17 472,07 | 62 477,79 | -45 005,72 | -72 % |
| DISPONIBILITES | | | | |
| COMPTES DE REGULARISATION | | | | |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | | | | |
| ECART DE CONVERSION (PASSIF) (V) | | | | |
| | | | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV +V) | 4 486 324,94 | 4 341 595,29 | 144 729,65 | 3 % |

COMPTE DE RESULTAT (Edition définitive)

AIDOMI

AIDOMI23

Période du : 01/01/2023 Au : 31/12/2023

Ecritures saisies Comptes sans mouvement
 Ecritures validées Ecritures extra-comptables

PARAMETRAGE : Aidomi

| | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N-(N-1) | % |
|--|----------------------|----------------------|--------------------|--------------|
| PRODUIT D'EXPLOITATION | | | | |
| COTISATIONS | | | | |
| Cotisations | | | | |
| PRESTATIONS DE SERVICES | | | | |
| Participation des usagers | 1 057 901,38 | 1 413 301,86 | -355 400,48 | -25 % |
| Produits des activités annexes | 32 298,66 | 67 305,89 | -35 007,23 | -52 % |
| Autres prestations de services | | 1 399,42 | -1 399,42 | -100 % |
| PRODUITS DE TIERS FINANCEURS | | | | |
| Dotations & Produits de tarification | 11 584 528,63 | 12 576 331,39 | -991 802,76 | -8 % |
| Concours publics et subventions d'exploitation | 1 324 723,72 | 239 258,60 | 1 085 465,12 | 454 % |
| Contributions financières | | | | |
| Ressources liées à la générosité du public (dons, mécénats, legs,...) | | | | |
| Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable | | | | |
| PRODUCTION STOCKEE | | | | |
| PRODUCTION IMMOBILISEE | | | | |
| REPRISES SUR AMORTIS, DEPREC., PROV. & TRANSFERT DE CHARGES | | | | |
| Transfert de charges | 413 429,56 | 321 119,94 | 92 309,62 | 29 % |
| Reprises sur amortissements et provisions | 7 654,69 | 47 092,91 | -39 438,22 | -84 % |
| UTILISATIONS DES FONDS DEDIES & REPORTEES | | | | |
| Utilisation des fonds reportés | | | | |
| Utilisation des fonds dédiés | 242 535,17 | 115 980,04 | 126 555,13 | 109 % |
| AUTRES PRODUITS | | | | |
| Autres produits | 263,62 | 958,22 | -694,60 | -72 % |
| TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION | 14 663 335,43 | 14 782 748,27 | -119 412,84 | -1 % |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | |
| ACHATS DE MARCHANDISES | | | | |
| VARIATION DE STOCK | | | | |
| AUTRES ACHATS & CHARGES EXTERNES | 1 170 464,34 | 1 154 655,42 | 15 808,92 | 1 % |
| AIDES FINANCIERES | | | | |
| IMPÔTS, TAXES & VERSEMENTS ASSIMILES | 985 401,52 | 957 596,24 | 27 805,28 | 3 % |
| SALAIRES & TRAITEMENTS | 9 088 695,92 | 8 844 139,73 | 244 556,19 | 3 % |
| CHARGES SOCIALES | 2 791 492,67 | 2 600 967,42 | 190 525,25 | 7 % |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS & AUX DEPRECIATIONS | 108 598,46 | 119 579,93 | -10 981,47 | -9 % |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS | 15 335,60 | 19 767,91 | -4 432,31 | -22 % |
| REPORTS EN FONDS DEDIES | 78 875,75 | 211 320,76 | -132 445,01 | -63 % |
| AUTRES CHARGES | 11 347,66 | 40 987,42 | -29 639,76 | -72 % |
| TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION | 14 250 211,92 | 13 949 014,83 | 301 197,09 | 2 % |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 413 123,51 | 833 733,44 | -420 609,93 | -50 % |

| | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N-(N-1) | % |
|---|-------------------|-------------------|--------------------|---------------|
| PRODUITS FINANCIERS | | | | |
| DE PARTICIPATION | 414,64 | 182,09 | 232,55 | 128 % |
| D'AUTRES VALEURS MOBILIERES & CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE | 12 375,00 | | 12 375,00 | 100 % |
| AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 6 894,75 | 1 596,59 | 5 298,16 | 332 % |
| REPRISES SUR PROV., DEPREC. & TRANSFERT DE CHARGES | 986,70 | | 986,70 | 100 % |
| DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE | | | | |
| PRODUITS NETS SUR CESSIONS DE VMP | | | | |
| TOTAL PRODUITS FINANCIERS | 20 671,09 | 1 778,68 | 18 892,41 | 1062 % |
| CHARGES FINANCIERES | | | | |
| DOTATIONS AUX AMORT., AUX DEPREC. & AUX PROVISIONS | | 986,70 | -986,70 | -100 % |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES | 15 498,40 | 17 148,50 | -1 650,10 | -10 % |
| DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE | | | | |
| CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VMP | | | | |
| TOTAL CHARGES FINANCIERES | 15 498,40 | 18 135,20 | -2 636,80 | -15 % |
| RESULTAT FINANCIER | 5 172,69 | -16 356,52 | 21 529,21 | -132 % |
| SOIT UN RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS | 418 296,20 | 817 376,92 | -399 080,72 | -49 % |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | | |
| SUR OPERATIONS DE GESTION | 164 859,55 | 66 023,33 | 98 836,22 | 150 % |
| SUR OPERATIONS EN CAPITAL | 750,00 | 4 000,00 | -3 250,00 | -81 % |
| REPRISES SUR PROV., DEPREC. ET TRANSFERT DE CHARGES | 18 721,77 | 19 176,73 | -454,96 | -2 % |
| TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS | 184 331,32 | 89 200,06 | 95 131,26 | 107 % |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | | |
| SUR OPERATIONS DE GESTION | 21 857,55 | 28 254,91 | -6 397,36 | -23 % |
| SUR OPERATIONS EN CAPITAL | 6 152,57 | | 6 152,57 | 100 % |
| DOTATIONS AUX AMORT., AUX DEPREC. ET AUX PROVISIONS | 19 217,89 | 3 084,58 | 16 133,31 | 523 % |
| TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES | 47 228,01 | 31 339,49 | 15 888,52 | 51 % |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 137 103,31 | 57 860,57 | 79 242,74 | 137 % |
| PARTICIPATION DES SALARIES AUX RESULTATS | | | | |
| IMPOTS SUR LES SOCIETES | | | | |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | 413 123,51 | 833 733,44 | -420 609,93 | -50 % |
| RESULTAT FINANCIER | 5 172,69 | -16 356,52 | 21 529,21 | -132 % |
| RESULTAT AVANT IMPOTS (Résultat d'Exploitation + Résultat Financier) | 418 296,20 | 817 376,92 | -399 080,72 | -49 % |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | 137 103,31 | 57 860,57 | 79 242,74 | 137 % |
| RESULTAT NET DE L'EXERCICE | 555 399,51 | 875 237,49 | -319 837,98 | -37 % |
| ANNEXES : PRODUITS | | | | |
| EVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE | | | | |
| Bénévolat | | | | |
| Dons en nature | | | | |
| Prestations en nature | | | | |
| TOTAL ANNEXE : PRODUIT | | | | |
| ANNEXE : CHARGES | | | | |
| EVALUATION DES CONTRIBUTIONS EN NATURE | | | | |

| | Exercice N | Exercice N-1 | Ecart N-(N-1) | % |
|--|------------|--------------|---------------|---|
| Secours en nature | | | | |
| Mise à disposition gratuite de biens et services | | | | |
| Personnel bénévole | | | | |
| TOTAL ANNEXE : CHARGES | | | | |

Annexes AIDOMI 2023

PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.
L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice est de 4 486 325 €

Le résultat net comptable est un excédent de 555 399 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés le 25 avril 2024 par le Conseil d'Administration.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

RESULTATS DE L'EXERCICE

L'année 2022 avait présenté des résultats contrastés : l'excédent des services SSIAD et ESA s'était accru, principalement du fait de l'augmentation de la dotation versée par l'ARS (+ 15 %). La partie SAAD APA et PCH, qui relève du CD Gironde, présentait par contre un résultat administratif déficitaire à hauteur de - 129 k€, principalement lié à la baisse de l'activité en 2022. Les autres services étaient globalement à l'équilibre, à l'exception du service mandataire, toujours déficitaire, auquel il a été mis fin au 31 décembre 2022.

Les résultats de l'année 2023 suivent un schéma assez similaire. Le SSIAD et l'ESA présentent toujours un résultat excédentaire, qui s'est toutefois réduit par rapport à 2022, les effectifs soignants ayant augmenté en 2023, à la fois pour les aides-soignants diplômés et pour les salariés en cours de qualification. Une remontée de l'activité soin est ainsi constatée fin 2023 – début 2024.

La partie SAAD qui relève du CD Gironde présente un résultat administratif légèrement déficitaire (- 47 k€), là aussi en lien avec la baisse d'activité constatée en 2023 : cette baisse importante (- 12 %) s'explique pour près de la moitié par le transfert fin 2022 des prises en charge handicap éloignées de Bordeaux à d'autres structures, afin de mettre l'activité d'Aidomi en cohérence avec son territoire d'autorisation. Le déficit est resté toutefois limité, le financement de l'activité SAAD APA et PCH ayant été abondé par la dotation complémentaire qualité, attribuée par le CD Gironde sur financement CNSA via un CPOM signé en décembre 2023, pour un montant de 308 k€. Cette dotation permet de mieux financer, dans l'organisation du SAAD, les actions et missions qui contribuent à la qualité des prises en charge des bénéficiaires et la qualité de vie au travail des professionnels.

La partie SAAD hors APA/PCH présente un résultat légèrement excédentaire de + 14 k€ (+ 11 k€ en 2022). La structure de coût de ces heures est plus légère que pour les heures APA/PCH, ces prises en charge n'entraînant pas d'heures de nuit, pas d'astreintes, moins d'heures de weekends, moins de déplacements. Ces prises en charge ont ainsi pu s'équilibrer avec un tarif moyen constaté en 2023 de 24,83 € (24,67 €/heure en 2022).

Les rémunérations brutes ont progressé malgré la baisse d'activité, du fait de l'application de l'avenant 54, qui a augmenté les rémunérations et comporté une partie de rétroactivité sur l'exercice 2022, dont le coût a été constaté en 2023 : + 3 % pour les rémunérations brutes, + 7 % pour les charges sociales (impact des augmentations sur les exonérations de charges) et + 3 % pour les charges fiscales liées aux rémunérations. Les calculs des exonérations de charges ont été vérifiés précisément sur l'exercice 2023, avec correction du défaut de paramétrage qui avait été identifié en 2022.

Les charges externes sont en légère progression (+ 1 %), en lien avec les nouvelles actions : dotation complémentaire qualité, démarrage en septembre 2023 du Centre de Ressources Territorial financé par l'ARS.

EVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES

L'exercice 2022 avait été marqué par des difficultés de recrutement, et de fidélisation du personnel, encore accrues par rapport aux années précédentes. Cette situation a perduré jusqu'en milieu d'année 2023, et impacté encore les activités SSIAD et SAAD à la baisse en 2023 (- 4 % de passages pour le SSIAD ; - 12 % d'heures pour le SAAD).

A partir de la mi-2023, la situation s'est améliorée pour le recrutement, principalement sur le service d'aide. L'activité du SAAD s'est ainsi stabilisée à partir de juillet 2023, pour repartir légèrement à la hausse en fin d'année.

Pour le SSIAD, les recrutements externes d'aides-soignants et d'infirmiers restent très complexes. Les effectifs d'aides-soignants ont pu être un peu complétés en 2023 par des parcours de qualification internes. Mais c'est surtout en 2024 et 2025 que l'impact des parcours de qualification mis en place par Aidomi se fera réellement sentir, si nous sommes en capacité de proposer une rémunération et des conditions de travail adéquates pour conserver au sein de notre effectif les nouveaux diplômés, qui ne manqueront pas d'être courtisés par d'autres employeurs relevant de conventions collectives plus favorables.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

AIDOMI a reçu du CD Gironde le 15 février 2024 le rapport sur les comptes administratifs 2022. Les dépenses et recettes ont été acceptées en totalité par le CD.

La part de reprise des déficits 2016-2019 prévue pour être intégrée à l'exercice 2022 selon le rapport budgétaire 2022 a bien été affectée par le CD pour un total de 271 318 euros.

Le résultat administratif accepté est ainsi un déficit de – 129 434 euros.

Le rapport de l'ARS concernant les comptes administratifs 2022 n'a pas été reçu au moment de la finalisation de ces annexes.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable, au règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les comptes annuels ont été établis et présentés conformément au plan comptable particulier du secteur sanitaire et social (« M22 privé »).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euros.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions : 10 à 50 ans ;
- Agencements des constructions : 10 à 20 ans ;
- Installations techniques : 5 à 10 ans ;
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans ;
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans ;
- Matériel de transport : 4 à 5 ans ;
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans ;
- Matériel informatique : 3 ans ;
- Mobilier : 10 ans.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Les agencements réalisés fin 2020 sur le nouveau site de Bordeaux Lac, qui accueille les fonctions support, avaient fait l'objet d'un amortissement sur 3 ans, anticipant la sortie des locaux en 2023.

Titres de participations et autres titres immobilisés :

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non-recouvrement.

Pour rappel, les règles de provision sont les suivantes :

- Si le bénéficiaire est décédé à la date de clôture : mise en douteux et provision à 100% ;
- Si la créance a une ancienneté supérieure à 1 an et qu'elle est d'un montant supérieur à 100 € : mise en douteux et provision à 100% ;
- Si la créance a dépassé le délai de prescription légal de 2 ans pour le prestataire et 5 ans pour le mandataire : mise en irrécouvrable.

Produits et charges exceptionnels :

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association, ou se rattachent aux exercices antérieurs.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite ; le montant des engagements est évalué et indiqué dans l'annexe.

INFORMATIONS GENERALES COMPLEMENTAIRES

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre :

L'association a pour finalité de promouvoir au profit de personnes de tout âge une politique de prévention, de maintien, de soutien, d'accompagnement, de soins et d'accueils à domicile ou à partir du domicile, c'est-à-dire :

- de permettre à toute personne fragilisée par les vicissitudes de la vie ou en situation de handicap, quel que soit son âge, de rester maître de ses choix de vie,
- d'apporter une aide ou un accompagnement permettant à toute famille ou groupe familial confronté à des difficultés sociales, éducatives ou de santé de les compenser ou de les dépasser,
- de permettre à chacun de rester chez soi le plus longtemps possible, y compris jusqu'à la fin de son existence si tel est son choix.

Pour ce faire, l'Association contribue au développement des services qui facilitent la vie à domicile de toute personne, tant par ses salariés que par des services aux employeurs directs (service mandataire).

Annexes AIDOMI 2023 (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

| Actif immobilisé | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|-------------------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| Immobilisations incorporelles | 65 540 | 0 | 0 | 65 540 |
| Immobilisations corporelles | 1 785 281 | 10 101 | 106 815 | 1 688 567 |
| Immobilisations financières | 70 083 | 109 706 | 12 499 | 167 290 |
| TOTAL | 1 920 904 | 119 807 | 119 314 | 1 921 398 |

Les immobilisations financières acquises en 2023 sont des parts sociales du Crédit Coopératif, dont Aidomi est client sociétaire.

Amortissements

| Immobilisations amortissables | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Frais d'établissement, de recherche et de développement | 0 | | | 0 |
| TOTAL I | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres immobilisations incorporelles | 49 196 | 714 | | 49 910 |
| TOTAL II | 49 196 | 714 | 0 | 49 910 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| sur sol propre | 382 367 | 45 909 | | 428 276 |
| sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements | 116 184 | 13 537 | 21 128 | 108 593 |
| Installations techniques, matériel, outillages industriels | 19 085 | 2 091 | | 21 176 |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Installations générales, agencements divers | 214 838 | 23 339 | 16 107 | 222 070 |
| Matériel de transport | 443 | | 86 | 357 |
| Matériel de bureau et informatique | 166 914 | 23 009 | 63 559 | 126 364 |
| TOTAL III | 899 831 | 107 885 | 100 880 | 906 836 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III) | 949 027 | 108 599 | 100 880 | 956 746 |

Etat des créances et charges constatées d'avance

| Créances | Montant brut | Echéances jusqu'à 1 an | Echéances à plus d'un an |
|--|----------------|------------------------|--------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé : | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres créances | 26 104 | | 26 104 |
| Créances de l'actif circulant : | | | |
| Créances usagers | 258 810 | 258 810 | |
| Créances conseil départemental | 103 576 | 103 576 | |
| Autres créances | 239 270 | 239 270 | |
| Charges constatées d'avance | 12 665 | 12 665 | |
| TOTAL | 640 425 | 614 321 | 26 104 |

Etat des provisions & pertes sur créances

| Provision sur créances et perte irrécouvrable | Créances bénéficiaires | Créances mandataires | Créances caisses | Créances CD | TOTAL |
|---|------------------------|----------------------|------------------|---------------|---------------|
| DOUTEUX | | | | | |
| - Créances à l'ouverture | 10 965 | 1 498 | 0 | 63 782 | 76 245 |
| - Créances nées sur l'exercice | 7 298 | 0 | 0 | 0 | 7 298 |
| - Règlements clients douteux | -1 143 | -528 | 0 | 0 | -1 671 |
| - Mise en irrécouvrable | -10 063 | -971 | 0 | 0 | -11 034 |
| <i>TOTAL A FIN D'EXERCICE</i> | <i>7 056</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>63 782</i> | <i>70 838</i> |
| PROVISION DOUTEUX | | | | | |
| - Provision à l'ouverture | 10 966 | 1 498 | 0 | 63 782 | 76 246 |
| - Dotation | 2 247 | 0 | 0 | 0 | 2 247 |
| - Reprise | -6 156 | -1 498 | 0 | 0 | -7 655 |
| <i>TOTAL A FIN D'EXERCICE</i> | <i>7 057</i> | <i>0</i> | <i>0</i> | <i>63 782</i> | <i>70 839</i> |

Etat des produits à recevoir

| Produits à recevoir | Montant |
|----------------------------|----------------|
| Produits d'exploitation | 14 069 |
| Subventions/financements | 0 |
| Autres produits à recevoir | 209 995 |
| TOTAL | 224 064 |

Les produits à recevoir sont essentiellement constitués de remboursements de formation, demandés début 2024 pour l'exercice 2023 à l'OPCO Uniformation.

Annexes AIDOMI 2023 (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

| Variation des fonds propres | A l'ouverture de l'exercice | Affectation du résultat N-1 | Augmentation | Diminution | A la clôture de l'exercice |
|---|-----------------------------|-----------------------------|------------------|------------------|----------------------------|
| Fonds associatifs sans droit de reprise | 0 | | | | 0 |
| Fonds propres sans droit de reprise | 6 197 | | | | 6 197 |
| Subventions d'investissements sur biens renouvelables | 0 | | | | 0 |
| Réserves | 805 956 | | 200 644 | | 1 006 600 |
| <i>Dont réserves des AS et MS SGC (*)</i> | <i>805 956</i> | | <i>200 644</i> | | <i>1 006 600</i> |
| Report à nouveau | -1 390 142 | 875 237 | 1 437 667 | 1 638 310 | -715 548 |
| <i>Dont RAN des AS et MS SGC (*)</i> | <i>-1 290 154</i> | <i>890 300</i> | <i>1 437 611</i> | <i>1 638 310</i> | <i>-600 553</i> |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 875 237 | -875 237 | 555 399 | | 555 399 |
| <i>Dont résultats des AS et MS SGC (*)</i> | <i>890 300</i> | <i>-890 300</i> | <i>553 962</i> | | <i>553 961</i> |
| Situation nette | 297 248 | 0 | 2 193 710 | 1 638 310 | 852 648 |
| Provisions réglementées | 435 084 | | 19 218 | 18 722 | 435 580 |
| TOTAL | 732 333 | 0 | 2 212 928 | 1 657 032 | 1 288 228 |

(*) Activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée

Provision pour risques et charges

| | Provisions au début de l'exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées de l'exercice | Reprises non utilisées de l'exercice | Provisions à la fin de l'exercice |
|---|-----------------------------------|-------------------------|----------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------|
| Litiges | 40 173 | 10 000 | | | 50 173 |
| Garanties données aux clients | | | | | |
| Pertes sur marché à terme | | | | | |
| Amendes & pénalités | | | | | |
| Pertes de change | | | | | |
| Pensions et obligations similaires | | | | | |
| Pour impôts | | | | | |
| Renouvellement des immobilisations | | | | | |
| Gros entretien et grandes révisions | | | | | |
| Charges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | | |
| Autres provisions pour risques et charges | | | | | |
| TOTAL | 40 173 | 10 000 | 0 | 0 | 50 173 |

Etat des dettes et produits constatés d'avance

| Etat des dettes | Montant total | De 0 à 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans |
|-----------------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|
| Etablissements de crédit | 627 823 | 69 057 | 283 229 | 275 536 |
| Dettes financières diverses | | | | |
| Fournisseurs | 114 429 | 114 429 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 2 181 986 | 2 181 986 | | |
| Dettes sur immobilisations | | | | |
| Autres dettes | 87 251 | 87 251 | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL | 3 011 489 | 2 452 723 | 283 229 | 275 536 |

Charges à payer par poste de bilan

| Charges à payer | Montant |
|---|------------------|
| Emprunts et dettes établissements de crédit | |
| Emprunts et dettes financières diverses | |
| Fournisseurs – Factures non parvenues | 29 170 |
| Dettes fiscales et sociales | 1 380 579 |
| Autres dettes | |
| TOTAL | 1 409 749 |

Annexes AIDOMI 2023 (suite)

AUTRES INFORMATIONS

Produits et charges exceptionnels de l'exercice

| | Montant |
|--|----------------|
| Charges exceptionnelles liées : | |
| - aux sinistres | 0 |
| - aux salaires, charges sociales et aux indemnités journalières | 2 583 |
| - à des éléments divers | 323 |
| TOTAL | 2 907 |
| Produits exceptionnels liés : | |
| - aux salaires et aux indemnités journalières | 310 |
| - à des éléments divers | 35 |
| - aux clients & caisses | 3 849 |
| TOTAL | 4 194 |
| | |
| Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs liées : | |
| - aux salaires et aux indemnités journalières | 12 188 |
| - aux formations et aides à l'emploi | 1 016 |
| - aux clients | 52 |
| - aux fournisseurs | 4 361 |
| - au conseil départemental de la Gironde & ARS | 0 |
| - à des éléments fiscaux | 0 |
| - à des éléments divers | 1 333 |
| TOTAL | 18 951 |
| Produits exceptionnels sur exercices antérieurs liés : | |
| - aux salaires, aux indemnités journalières et autres éléments sociaux (dont Urssaf) | 96 964 |
| - aux clients & caisses | 29 004 |
| - aux formations et aides à l'emploi | 29 279 |
| - au conseil départemental de la Gironde & ARS | 301 |
| - à des éléments fiscaux | |
| - aux fournisseurs | 2 341 |
| - aux sinistres | |
| - à des éléments divers | 2 277 |
| TOTAL | 160 166 |
| | |
| Autres charges exceptionnelles liées : | |
| - aux salaires et aux éléments sociaux | |
| TOTAL | 0 |
| Autres produits exceptionnels liés : | |
| - aux éléments sociaux | |
| TOTAL | 0 |

Fonds dédiés

| | Montant initial A | Fonds à engager au début de l'exercice B | Utilisation au cours de l'exercice C | Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées D | Fonds restants à engager en fin d'exercice A + B - C + D | |
|--|----------------------|---|---|--|---|--|
| | | | | | Global | Dont fonds pour projet sans dépense depuis 2 ans |
| SUBVENTION D'EXPLOITATION | 124 683 | 80 000 | 198 006 | 0 | 6 677 | 0 |
| CD 2021 - Modernisation | 2 341 | | 2 341 | | 0 | |
| CD 2022 - Modernisation | 33 650 | | 33 650 | | 0 | |
| Aidants Aidés 2019 | 4 483 | | 4 483 | | 0 | |
| Baluchon | 5 549 | | 356 | | 5 193 | |
| Baluchon - CNSA | 8 480 | | 8 480 | | 0 | |
| FIR ARS – ESPARK 2022 | 70 180 | | 70 180 | | 0 | |
| FIR ARS – ESPARK 2023 | | 80 000 | 78 517 | | 1 483 | |
| CONTRIBUTIONS FINANCIERES – AUTORITE TARIFICATION | 175 413 | 94 018 | 139 670 | 0 | 129 761 | 0 |
| CNR ARS 2014 (Amts et emprunts) | 22 686 | | 4 218 | | 18 468 | |
| CNR ARS 2015 (Amts et emprunts) | 15 605 | | 8 530 | | 7 075 | |
| CNR ARS 2020 | 33 202 | | 33 202 | | 0 | |
| CNR ARS 2021 | 4 909 | | | | 4 909 | |
| CNR ARS 2022 | 99 011 | | 77 096 | | 21 915 | |
| CNR ARS 2023 | 0 | 94 018 | 16 625 | | 77 393 | |
| TOTAL | 300 096 | 174 018 | 337 677 | 0 | 136 437 | 0 |

Engagements et sûretés réelles consenties

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

- Souscription d'un fonds de garantie mutuelle des organismes sanitaires & sociaux à hauteur de 1% du capital initialement emprunté pour les deux emprunts restants, soit :
 - 3 200€ pour le contrat n° 06-15009491 ;
 - 6 750€ pour le contrat n°06-13002770.
- Hypothèque de l'ensemble immobilier situé au 37 Boulevard Alfred Daney et 8 Rue Pierre Latécoère pour le montant du capital initialement emprunté pour les deux emprunts restants, soit :
 - 320 000€ pour le contrat n° 06-15009491 ;
 - 675 000€ pour le contrat n°06-13002770.

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association a décidé de ne pas provisionner dans ses comptes le montant des engagements pour départ à la retraite. Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 332 566 euros.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

- Le taux de rotation du personnel ;
- La prime d'ancienneté et le coefficient de majoration des salaires ;
- Le taux d'actualisation retenu : 3.17% ;
- La table des mortalités de l'INSEE ;
- L'âge de départ à la retraite : 65 ans

Effectif au 31 décembre 2023

| | Personnel salarié | Personnel mis à disposition de l'association |
|--------------|--------------------------|---|
| Cadres | 19 | |
| Non cadres | 348 | 3 |
| TOTAL | 367 | 3 |

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 29 911 euros TTC.

Informations sur les dirigeants

L'article 20 de la loi N°2006-586 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit la mention de la rémunération et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants et salariés. Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Produits par activité

| | 2023 | 2022 | Variation | Var % |
|---|--------------|--------------|-------------|-------|
| Baluchon | | | | |
| <i>Subventions</i> | | | | |
| - Caisse de retraites | | 2 000,00 | -2 000,00 | -100% |
| <i>Facturation bénéficiaires</i> | | | | |
| - Participation des bénéficiaires | 3 370,00 | | 3 370,00 | |
| Baluchon ARS | | | | |
| <i>Concours publics</i> | | | | |
| - ARS | | 20 000,00 | -20 000,00 | -100% |
| <i>Facturation bénéficiaires</i> | | | | |
| - Participation des bénéficiaires | 1 020,00 | | 1 020,00 | |
| Baluchon CNSA | | | | |
| <i>Subventions</i> | | | | |
| - Mutuelles | | 20 000,00 | -20 000,00 | -100% |
| SAAD Conseil départemental | | | | |
| <i>Concours publics</i> | | | | |
| - Conseil départemental | 7 165 527,14 | 7 457 099,70 | -291 572,56 | -4% |
| <i>Subventions</i> | | | | |
| - Autres | 4 375,76 | 64 193,02 | -59 817,26 | -93% |
| <i>Facturation bénéficiaires</i> | | | | |
| - Participation des bénéficiaires | 645 788,73 | 648 041,19 | -2 252,46 | 0% |
| Dotation qualité - Axes 1, 5 & 6 | | | | |
| <i>Concours publics</i> | | | | |
| - Conseil départemental | 307 728,38 | | 307 728,38 | |
| SAAD Hors Conseil Départemental | | | | |
| <i>Concours publics</i> | | | | |
| - Autres Conseils départementaux | 19 567,43 | -11 031,55 | 30 598,98 | -277% |
| - Mutuelles | 8 392,34 | 15 552,37 | -7 160,03 | -46% |
| - Caisses de retraites | 86 407,10 | 118 576,87 | -32 169,77 | -27% |
| <i>Subventions</i> | | | | |
| - Autres | 0,00 | 1 543,30 | -1 543,30 | -100% |
| <i>Facturation bénéficiaires</i> | | | | |
| - Participation des bénéficiaires | 408 202,65 | 709 952,44 | -301 749,79 | -43% |
| Mandataire | | | | |
| <i>Subventions</i> | | | | |
| - Autres | | 66,19 | -66,19 | -100% |
| SSIAD | | | | |
| <i>Concours publics</i> | | | | |
| - ARS | 4 771 634,00 | 4 654 183,00 | 117 451,00 | 3% |
| <i>Subventions</i> | | | | |
| - Autres | 3 703,20 | 1 323,72 | 2 379,48 | 180% |
| Equipe Spécialisée Alzheimer | | | | |
| <i>Concours publics</i> | | | | |
| - ARS | 328 583,00 | 321 951,00 | 6 632,00 | 2% |
| <i>Subventions</i> | | | | |
| - Autres | | 132,37 | -132,37 | -100% |
| CRT - Volets 1 & 2 | | | | |
| <i>Concours publics</i> | | | | |
| - ARS | 133 334,00 | | 133 334,00 | |
| Equipe Spécialisée Parkinson | | | | |
| <i>Subventions</i> | | | | |
| - ARS | 80 000,00 | 150 000,00 | -70 000,00 | -47% |

Résultats comptables par activité

| | Résultat au 31/12/2023 | Résultat au 31/12/2022 |
|------------------------------|------------------------|------------------------|
| Aidomi | 909 | 0 |
| Baluchon | 0 | 0 |
| Baluchon ARS | 0 | 0 |
| Baluchon CNSA | 0 | 0 |
| Transport AJ Le Sablonat | 180 | -264 |
| Aidants Aidés | 0 | 0 |
| Mandataire | -13 958 | -25 584 |
| SAAD CD33 | 60 366 | 200 409 |
| Dotation qualité - Axe 1 | 0 | 0 |
| Dotation qualité - Axe 5 | 0 | 0 |
| Dotation qualité - Axe 6 | 0 | 0 |
| SAAD Hors CD33 | 14 307 | 10 785 |
| SSIAD | 370 644 | 642 448 |
| CRT - Volet 1 | 22 473 | |
| CRT - Volet 2 | 63 636 | |
| Equipe Spécialisée Alzheimer | 36 843 | 47 444 |
| Equipe Spécialisée Parkinson | 0 | 0 |
| TOTAL | 555 399 | 875 238 |

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

| | Exercice N | Exercice N-1 |
|--|------------|--------------|
| Excédent ou Déficit global | 555 399 | 875 238 |
| <i>Dont résultat effectif sous gestion propre</i> | 1 437 | -15 063 |
| <i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i> | 553 962 | 890 301 |

Tableau de détermination des résultats administratifs

| | Prestataire (Financier : conseil départemental gironde) |
|--|---|
| Résultat comptable | 60 366 |
| <i>Retraitement de la variation de la provision congés payés</i> | 75 332 |
| <i>Reprise du tiers des déficits des années 2016-2019</i> | -271 324 |
| <i>Excédent 2020 affecté à la réduction des charges</i> | 33 983 |
| <i>Excédent 2021 affecté à la réduction des charges</i> | 54 192 |
| Résultat administratif | -47 452 |
| <i>Proposition d'affectation du résultat administratif</i> | Déficit à reprendre par le financier |

| | SSIAD, Equipe Spécialisée Alzheimer, Baluchon ARS, CRT (Financier : ARS) |
|--|--|
| Résultat comptable 2023 | 493 596 |
| Excédent 2021 affecté à la réduction des charges | 155 708 |
| Résultat comptable + excédent affecté | 649 304 |
| <i>Dont SSIAD</i> | 526 352 |
| <i>Dont CRT</i> | 86 109 |
| <i>Dont ESA</i> | 36 843 |
| <i>Retraitement de la variation de la provision congés payés</i> | 37 083 |
| Résultat administratif | 686 387 |
| <i>Proposition d'affectation du résultat administratif</i> | Réduction des charges des exercices suivants |

